

MOMO GREGOIRE ET LE MAQUIS EN REGION BAMILEKE : 1958-1971

Cyril KENFACK NANFACK

Université de Dschang (Cameroun)

cyrilnanfackkenfack@yahoo.fr

Résumé

L'assassinat de Ruben Um Nyobe en septembre 1958 favorise l'intensification de la rébellion en Région Bamileké. Face à l'impuissance des forces de l'ordre à rétablir la paix, les populations bamileké se sont organisées pour s'auto-protéger en créant des forces supplétives. Momo Grégoire, fils Foréké-Dschang s'était distingué en créant des groupes d'auto-défense dans la chefferie Foréké-Dschang. Fort de ses actions, il fut recruté comme commissaire politique de la Garde Civique Nationale de l'Ouest (GCNO) créée en 1960. Il combattait le maquis par la prévention et la répression. Suite au retour progressif à l'ordre public, la Garde Civique fut dissoute en 1966 par le gouvernement du Cameroun et certains de ses éléments furent reconvertis à la vie civile grâce à l'opération Yabassi-Bafang et d'autres intégrèrent l'armée. De 1966 à 1971, Momo Grégoire fut responsable administratif et politique des pionniers de l'opération Yabassi-Bafang. Il est question dans ce travail de montrer les actions de Momo Grégoire dans la lutte contre le Maquis en Région Bamileké. La réalisation de ce travail s'est appuyée sur la collecte des données orales, écrites et webographiques. S'inscrivant dans une perspective socio-historique et polémologique, ce travail s'articule autour de la biographie de Momo Grégoire et les facteurs de son engagement dans la lutte contre le maquis, en suite ses principales actions dans cette lutte et enfin l'évaluation de l'impact de ses actions en Région Bamileké.

Mots clés : *maquis, Momo Grégoire, force supplétive, maintien de l'ordre, reconversion.*

Abstract

The murder of Ruben Um Nyobe in september 1958 encourages the intensification of the rebellion in bamileké Region. Facing the impotence of the polices to re-establish the peace, the bamileké populations organized themselves for himself auto to protect while creating additional strengths. Momo Grégoire, Foréké-Dschang' son had distinguished himself while creating groups of auto-defense in the Foréké-Dschang palace. Strong of his actions, he was recruited like political commissioner of the National Civic Care of the west (GCNO) created in 1960. He fought the scrub by the prevention and the repression. Following the progressive return to the public order, the Civic Care was dissolved in 1966 by the government of Cameroon and some of his elements were reconverted to the civil life thanks to the Yabassi-Bafang operation and others integrated the army. Of 1966 to 1971, Momo Grégoire was responsible administrative and political of the pioneers of the Yabassi-Bafang operation. It is question in this work to show the actions of Momo Grégoire in struggle against the Scrub in bamileké Region. The realization of this work leaned on the collection of the oral, written data and webographic. Enrolling in a perspective socio-historic and polemologic, this work articulates around the biography of

Momo Grégoire and the factors of his engagement in struggle against the scrub, in continuation his main actions in this struggle and finally the assessment of the impact of his actions in bamileké region.

Key words: scrub, Momo Grégoire, additional strength, maintenance of the order, reconversion.

Introduction

La biographie historique est un trait d'union entre initiatives individuelles et comportements collectifs, permettant de restituer la vie d'un être humain dans sa complexité et dans sa singularité, d'illustrer par son exemple (et non obligatoirement par son exemplarité), un certain nombre des composantes de la société de son temps, dans leur densité et avec tout leur poids (Piketty, 1999 : 119-126). Loin d'être un simple récit de vie, elle scande les étapes cruciales de cette vie (Moctar Bah, 2015 : 105). Les hommes s'étant distingués parmi leurs semblables par leurs actions envers la communauté entrent dans l'histoire. D'ailleurs, pendant la guerre d'indépendance du Cameroun, des hommes s'étaient distingués par leur action et leur leadership. Cette guerre qui s'était déroulée de 1955 à 1971, avait révélé à la postérité les exploits de Momo Grégoire. Ce dernier s'engagea dès 1958 dans la lutte contre la rébellion upéciste. Cela justifie sans doute son recrutement comme commissaire politique au sein de la Garde Civile Nationale de l'Ouest (GCNO). Grâce à cette casquette, il contribua au rétablissement de la paix et de l'ordre public dans la Région bamileké. De ce qui précède, la question qui sous-tend ce travail est la suivante : quelles furent les actions menées par Momo Grégoire contre la rébellion upéciste en Région bamileké entre 1958 et 1971 ? Par une approche socio-historique, accoudée à la théorie polémologique et de la théorie des groupes de la psychologie, l'article démontre que Momo Grégoire avait contribué à la guerre contre-révolutionnaire au Cameroun. La présentation de son œuvre commence par les facteurs de son engagement dans la lutte contre le maquis en Région bamileké, puis ses principales actions de rétablissement de l'ordre public, et enfin l'évaluation de l'impact de ses actions.

1. Aux sources de l'engagement de Momo Grégoire contre le maquis en Région Bamileké

Les individus en société se différencient par leurs personnalités, leurs activités respectives. Marianna Gullestad le confirme aussi en faisant remarquer que, la personnalité d'un individu est forgée par sa tendre enfance (Gullestad, 1991 : 43-64). L'homme est donc influencé par le milieu où il grandit. La chronologie de l'histoire d'un individu court donc de sa naissance à sa mort. L'engagement de Momo Grégoire dans la lutte contre la rébellion upéciste en Région bamileké a été forgé depuis sa tendre enfance.

Photo 1 : Momo Grégoire en 1990



Source : archive de Nkem-Njoula Ndongbou Jean de Matha, fils de Momo Grégoire

1.1. La biographie de Momo Grégoire

Grégoire Momo est né à Foréké-Dschang en 1919 du chef supérieur Foréké-Dschang Ndongbou Paul (1830-1925) et de Efouankeu Marie (Familles, 2012). Momo Grégoire épousa en 1941 Manessong Marceline avec qui il avait eu 9 enfants. En 1989, il prit pour 2^e épouse Kassap Claudine avec qui il avait eu 2 enfants (Nkem-

Njoula Ndombou, 2018). En somme, il a eu au total onze enfants avec ses deux épouses.

Momo Grégoire orphelin de père à l'âge de 6 ans, entre à l'école de la mission catholique de Dschang et obtient son CEPE (Certificat d'Étude Primaire Élémentaire) en 1937. Il fait son secondaire en cours du soir, au collège saint Paul de Bafang. Ce déplacement à Bafang lui permet de visiter la Région Bamileké. Ce qui lui permettra plus tard de se déplacer dans la Région bamileké et de mener ses actions de lutte contre le maquis. En 1964, il est admis à faire des études coopératives et syndicales à l'institut Afro-asiatique de Tel-Aviv en Israël (Famille, 2012).

Momo Grégoire avait exercé plusieurs fonctions. De 1940 à 1960 il enseigna dans une école de langue à Foréké-Dschang. Cette école devint en 1950 l'école populaire du Kumzse. Il en fut le premier directeur. Après l'indépendance cette école devint l'école primaire d'application de Foréké-Dschang (Nkem-Njoula Ndombou, 2018). À son retour d'Israël, il est recruté comme contractuel d'administration et affecté à la direction de la coopération et de la mutualité. Les troubles sociopolitiques des années 50 le pousse à organiser avec son frère Djoumessi Mathias, alors chef Foréké-Dschang, l'auto-défense pour lutter contre l'insécurité dans leur groupement. Comme syndicaliste et planteur, il fut trésorier général de l'Union Régionale des Syndicats Bamileké et de la Coopérative de Production et des Consommateurs Bamileké à Dschang, secrétaire général de la fédération des travailleurs agricoles, forestiers et paysans du Cameroun (ADM, extrait du « Réveil » du 08 mai 1950). Il fut membre du « Kumzse à l'époque de sa proximité avec l'Union des Populations du Cameroun (UPC) » avant de changer de camp pour devenir chef de cabinet du ministre-résident à Dschang, Mathias Djoumessi (Deltombe *et al.*, 2012 : 442). De part ses multiples actions envers le groupement Foréké-Dschang, il fut anobli Nkem-Njoufo en 1964 par le chef Foréké-Dschang (Nkem-Njoula Ndombou, 2018). Après plusieurs années de travail, pour le compte du gouvernement, il part en retraite en 1980 et meurt en 1999 à l'âge de 80 ans. Il quitte ainsi, une vie entièrement investie pour la lutte contre le maquis en Région bamileké pour plusieurs raisons.

1.2. Les raisons d'engagement de Momo Grégoire dans la lutte contre le maquis

Né dans la Région Bamileké, au sein de la famille royale pendant la colonisation, Momo Grégoire fut témoin de plusieurs faits qui l'amènèrent à s'engager dans la lutte contre la rébellion. Ces faits sont le système de l'indigénat et l'arrivée de la rébellion en Région Bamileké avec son corolaire d'insécurité ambiante. Le décret du 08 août 1924 de l'administration coloniale française avait introduit au Cameroun le système de l'indigénat. Ce système considérait les ressortissants de la famille royale comme des personnes assimilées aux lois françaises. Ainsi, ils étaient privilégiés par rapport aux populations qui subissaient les affres de l'agressivité du système colonial. Momo Grégoire, frère du chef Foréké-Dschang ne subissait pas les travaux forcés et d'autres injustices dont étaient victimes les indigènes (Djoufack, 2015). Ses proches étaient épargnés de ces injustices perpétrées par les administrateurs coloniaux. Ce qui justifia sa prise de position auprès du régime lorsque la rébellion atteint la Région bamileké en 1958.

Le 13 juillet 1955, l'UPC et ses organes annexes sont interdits après les émeutes de mai 1955. L'UPC devenue illégale entra dans la rébellion en région bassa. L'assassinat de Ruben Um Nyobe, le 13 septembre 1958 dans le « maquis » de Boumneybel marqua le basculement de la rébellion de la Région bassa à la Région bamileké. Malgré le fait que pierre Messmer avait affirmé que : « la fin de la rébellion suivra de peu la mort d'Um Nyobe, le 13 septembre 1958... » (Abwa, 2010 : 280). Mais Félix Roland Moumié, Ernest Ouandié et Kingue Abel, leaders historiques et emblématiques de l'UPC en exil au Cameroun britannique, puis au Caire et à Conakry, orchestrèrent la rébellion bamileké (Dongmo, 1971 : 80). L'ordre d'insurrection avait été suivi parce qu'il avait rencontré dans la Région bamileké un terrain favorable. Ceci suite à la rupture de l'alliance Kumze-UPC qui crée des dissensions entre les chefs traditionnels et au sein de la population (Noumbissie Tchouake, 2017 : 294). Dans ce contexte, les émeutes de mai 1955 plonge la Région bamileké dans le maquis.

Le maquis plongea la Région bamileké dans un cycle infernal d'insécurité. On assistait à des assassinats et à des incendies des villages. L'assassinat qui émeut le plus fut celui du député Wanko Samuel le 13 décembre 1957 sur la route nationale à Batoufam (ARO, 1AC164,

Wanko (Samuel) assassinat, 1957). Foréké-Dschang, le village de Momo Grégoire n'était pas épargné des exactions des nationalistes de l'UPC. C'est ainsi que le 9 octobre 1959 le chef du quartier Likong, Sopdong et ses 4 fils ont été sauvagement assassinés. Dans la nuit du 28 au 29 octobre 1959 toujours au quartier Likong 15 cases ont été incendiées et pillées (ADM, Rapport du capitaine Haulin, 1959). La rébellion armée trouva Momo Grégoire dans sa Région. Il était donc obligé de prendre position dans le maquis bamileké. Il était appelé à soutenir ou non l'UPC dans son entreprise. Il préféra être aux antipodes de l'UPC. Momo Grégoire avait intervenu parce qu'il était concerné au premier chef, au problème d'insécurité dans la Région bamileké en général et dans sa chefferie en particulier. Comme la protection du village et des populations est l'une des attributions du chef, Momo Grégoire avait obtenu l'aval du chef Djoumessi Mathias pour organiser la lutte contre le maquis dans la chefferie Foréké-Dschang. Compte tenu de l'infériorité numérique des Forces du Maintien de l'Ordre (FMO), Momo Grégoire avait offert son aide à l'administration coloniale et aux FMO. L'administration coloniale française et les FMO incapables de rétablir l'ordre public avaient accepté toute aide aussi minime fut-elle. Momo Grégoire avait donc participé à la création des groupes d'auto-défense qui ont été transformés en GCNO par le décret n° 60/106 de mai 1960 pour conduire une répression de porte à porte (J.O. République du Cameroun n° 1375 du 12 mai 1960, p. 691). Momo Grégoire s'était distingué au sein de ces différentes forces supplétives créées en Région bamileké.

2. La contribution de Momo Grégoire à la lutte contre le maquis en Région Bamileké

2.1. La contribution de Momo Grégoire à la création des groupes d'auto-défense

Momo Grégoire s'illustra très tôt dans la lutte contre le maquis en Région bamileké. La première action qu'il posa a été sa contribution majeure à la création des groupes d'auto-défense. Ces groupes étaient des forces auxiliaires devenues plus tard avec l'intensité de l'insécurité des forces supplétives constituées de civils armés employés à des missions de défense (Article 22, Loi n° 67/LF 9 du 12 juin 1967). Même si, le gouvernement ne considérait pas ces forces spéciales

comme des forces para-militaires ou supplétives. Elles, « les auto-défenses ne sont ni des formations para-militaires ni des troupes supplétives » (ARO, Dossier non classé, Instruction interministérielle sur l'organisation de l'auto-défense, 1962). Ces forces spéciales ont été créées à Foréké-Dschang suite aux différentes réunions organisées par Momo Grégoire dans son domicile en 1959. Il avait organisé deux réunions des « mazon » chez lui à la demande du chef Foréké-Dschang, garant de la sécurité et de la protection des populations de son village.

Pendant la première réunion du 3 août 1959, il était décidé en présence des *Mazon* que, dans chaque quartier, on devait choisir une concession en bordure de la route où les éléments de ce quartier devaient se réunir chaque soir pour organiser des patrouilles (ADM, mesures d'auto-défense contre le terrorisme à Foréké-Dschang, 1959). La seconde réunion a été organisée le 08 août 1959 dans le but de procéder au recrutement des jeunes volontaires qui devaient collaborer avec les FMO. Pendant la réunion, il a été demandé aux villageois de signaler le plus tôt possible aux autorités administratives coloniales et traditionnelles la présence de tout suspect dans leur environnement. À l'issue de cette réunion, plus d'une soixantaine de jeunes gens inscrits avait été mis à la disposition des forces de la gendarmerie (ADM, mesures anti-terroristes à Foréké-Dschang, 1959).

Les retombées de ces deux réunions à Foréké-Dschang étaient la création des groupes d'auto-défense dans tous les quartiers, comme à Likong et Nzindeng. Momo Grégoire se chargeait de l'organisation de ces groupes, ainsi que de la formation de leurs éléments (Nkem-Njoula Ndombou Jean de Matha, 2018). Les groupes d'auto-défense lancés à Foréké-Dschang se répandent dans toute la Région bamileké. Le succès de ces groupes d'auto-défense pousse le gouvernement à créer la GCNO par le décret n° 60/106 de mai 1960 pour anéantir les rebelles dans la Région bamileké (J.O. du Cameroun, mai 1960, p.691). Au sein de cette nouvelle formation anti-rébellion, Momo Grégoire jouait le rôle d'éducateur de la population.

2.2. L'action civique de Momo Grégoire : l'éducation de masse

L'exploitation des sources écrites, orales et archivistiques, accouée à la théorie des groupes de la psychologie permet de montrer les actions d'éducation de masse de Momo Grégoire. L'action civique

visait à former les citoyens sur le civisme, le patriotisme et les bienfaits de la paix. Cette formation devait permettre aux populations de respecter les lois de la République du Cameroun nouvellement créée. La leçon de Momo Grégoire et ses collègues de l'auto-défense qui portait sur la citoyenneté visait à donner aux populations, les critères d'un bon citoyen. Le bon citoyen pour eux était celui-là qui payait régulièrement ses impôts, votait pendant les élections, respectait la loi et les autorités et participait aux charges publiques. Les personnes par conséquent qui faisaient le contraire de ces choses étaient des mauvais citoyens (Kenfack, 2018). Il fallait donc combattre ceux-là. Les leçons appelaient aussi les « maquisards » à déposer les armes et se rallier pour mettre en œuvre la politique de réconciliation nationale prônée par le président Ahmadou Ahidjo. Cette action civique était en réalité une guerre « psychologique ». Ainsi, comme en Indochine ou en Algérie, la guerre psychologique visait le quadrillage du territoire, la pratique du renseignement, l'éducation de masse et la déportation des populations dans les camps de regroupement (Granvaud, 2009 : 33). Momo Grégoire aidait le gouvernement via les membres du groupe d'auto-défense créé chez lui en 1959 à déporter les populations dans les camps de regroupement et à les encadrer. Cet encadrement était des campagnes de « désintoxication » de la population afin de contrecarrer la propagande upéciste et l'enlever le soutien populaire. Cela se faisait via la communication pour montrer aux populations que c'est le gouvernement qui avait encore le monopole de la violence légitime. Cette communication entre Momo Grégoire et le reste de la population saine ou rebelle était un volet fondamental de l'approche du maintien de l'ordre public qui visait à concilier les différents protagonistes afin d'éviter les affrontements sanglants (Anonyme, 2017 : 11).

L'autre leçon portait sur les réalisations du gouvernement. Il fallait montrer aux populations que le gouvernement travaillait pour elles. Momo Grégoire le faisait pendant les meetings politiques de l'Union Camerounaise (UC). Pendant ces occasions, il parlait aux populations de la « bamiléksation » de l'administration. La « bamiléksation » de l'administration en Région bamileké résultait de l'émiettement territorial de la région. Cet émiettement répondait à la politique de « diviser pour mieux contrôler ». Il s'agit par exemple du « décret n°60-276 du 31 décembre 1960 » qui créa des Districts de Penka-Michel, de Fokoué et de Santchou dans le département de la

Menoua (Dongmo Djournessi, 2007 : 97). Ainsi, « Grâce à Enoch Kwayeb alors Ministre délégué à la présidence chargé de l'administration territoriale qui avait demandé et obtenu que soit nommé des autochtones aux postes de responsabilité administratives dans la Région Bamileké » (Mbatchou, 2003 : 102). À la tête des anciennes et nouvelles unités administratives, le gouvernement Ahidjo prit la résolution de nommer les fils originaires de la Région. Par cet acte du gouvernement d'Ahmadou Ahidjo, « Martin Assongmo fut nommé sous-préfet de Dschang, Boniface Wamba fut nommé chef de district de Santchou et Nguena Fomenkeu fut nommé chef de district de Fokoué » (Kenfack Nanfack, 2016 : 98). La « bamilékasation » de l'administration présentée comme une réussite du gouvernement par Momo Grégoire en Région bamileké devait pousser les populations à prendre position contre les rebelles et défendre l'indépendance du pays obtenue le 1^{er} janvier 1960. Pour mener à bien cette éducation de masse, Momo Grégoire respectait les recommandations de l'autorité administrative dans sa lutte politique contre le maquis. Il s'agissait de placer l'action dans le cadre du parti (UC), toucher les populations à la base et se pencher sur les problèmes économiques et sociaux, surtout créer des groupes d'auto-défense (ANY 1AA152, Schéma de l'action à mener dans chaque département).

Pour respecter les recommandations énumérées ci-dessus, Momo Grégoire procédait à la création des comités de base et des cellules de l'UC et de l'UNC plus tard. Ceci pour placer la lutte contre le maquis dans le cadre du parti. Il était plus évident pour Momo Grégoire d'endoctriner la population à travers le parti. Cette mesure devait permettre de toucher les populations à la base (ARO, 1AA188, « Terrorisme, éradication », BR brigade de Bafoussam, 1960). Momo Grégoire devint le président de la sous-section UNC de Dschang en 1966 et mena la guerre « psychologique » contre les maquisards en Région bamileké.

La tâche de la guerre « psychologique », du « bourrage de crâne » et du « lavage de cerveaux » était réservée aux commissaires politiques (Kenfack Nanfack, 2016, p. 80). Grégoire Momo, commissaire politique de la GCNO était chargé d'encadrer les gardes civiques. Il donnait aux gardes civiques les arguments nécessaires pour dire aux populations que l'indépendance tant cherchée a été obtenue en 1960 et que la lutte upéciste n'avait plus de raison d'être. Face à

l'acharnement des upécistes à lutter pour l'indépendance véritable, Momo Grégoire disait à ses éléments que les upécistes étaient des rebelles et des terroristes. Pour mieux assurer cette fonction, il parcourait toute la Région pour rassurer les populations de leur protection et leur demandait de dénoncer les rebelles. Ceci parce que les rebelles n'étaient pas méconnus et troublaient l'ordre public impunément à cause du mutisme et de la complicité des populations. Il fallait donc amener les populations à rompre ce mutisme et à dénoncer ces rebelles.

La stratégie utilisée par Grégoire Momo pour convaincre les populations à dénoncer les rebelles fut l'organisation de plusieurs conférences de « désintoxication » de la population dans la Région bamileké. Nous avons par exemple, la conférence tenue à Mbouda en 1962 et celle tenue à Fonakeukeu en 1964. Dans sa communication de Mbouda, il avait terminé en demandant aux ralliés de cesser les relations coupables avec les upécistes restés en brousse car l'épée de Damoclès était suspendue sur leurs têtes (Momo, 1986 : 48-50). Dans la seconde conférence faite à Fonakeukeu en 1964, Après avoir présenté les erreurs des Fonakeukeu, il leur avait donné comme conseil de choisir le camp de la légalité et de tourner le dos aux maquisards (Momo, 1986 : 48). Après ces deux conférences, à Mbouda les contacts entre les ralliés et les rebelles étaient coupés. Ce qui avait favorisé les ralliements massifs. Les Fonakeukeu avaient commencé à dénoncer discrètement les « maquisards » non loin du camp de regroupement. L'action civique de Momo Grégoire était couplée à l'action paramilitaire.

2.3. L'action paramilitaire de Momo Grégoire

L'exploitation des sources écrites, orales et archivistiques dans une perspective polémologique nous permet de montrer les actions paramilitaires de Momo Grégoire contre les révolutionnaires upécistes. Les actions paramilitaires de Grégoire Momo portaient sur le renseignement et la galvanisation des troupes. Pour Olivier Chopin Benjamin Oudet « le renseignement a toujours occupé une place singulière dans l'action de l'État et ses politiques régaliennes, que ce soit la police, la politique étrangère ou l'action militaire » (Oudet, 2016 : 9). Lorsqu'un État est en guerre, la recherche du renseignement devient capitale pour la conduite de cette guerre. Le renseignement est donc un outil légitime et reconnu dans les politiques de sécurité des États

(Oudet, 2016 : 9). Momo Grégoire et ses éléments étaient des agents de renseignement pour les FMO. La présence de Momo Grégoire dans les camps de regroupement permettait aux populations de rompre avec le mutisme et de dénoncer les rebelles proches de ces camps. Ceci parce que les populations avaient une « peur bleue » des autorités réputées pour leur brutalité (Kenfack, 2018). Les populations avaient peur des représailles de la part des rebelles, d'être éventuellement cité comme témoin devant la justice française et l'incertitude quant à l'avenir politique du Cameroun (ADM, Sûreté-Dschang, 1958). Momo Grégoire après l'obtention des informations concernant les rebelles, les transmettaient aux FMO. Ces derniers procédaient aux interpellations et aux arrestations, suivies de la torture des suspects pour leur soutirer plus d'informations afin de capturer leurs amis. Le renseignement fait par Momo Grégoire et ses éléments de l'auto-défense bamileké concernait : l'information des FMO sur la localisation d'un « maquis », sur des personnes de leur entourage dans le « maquis », sur la présence des suspects dans leur regroupement ou village, sur des intentions, des faits et des agissements des personnes jugées suspectes, sur des personnes qui ont des contacts avec les upécistes et sur des attaques rebelles pour qu'elles organisent des éventuelles représailles (Nkem-Njoula Ndombou, 2018). Les rebelles qui attaquaient régulièrement la population dans le camp de regroupement de Fonakeukeu avaient été anéantis entre 1960 et 1964 grâce aux informations récoltées et fournies aux FMO par Momo Grégoire.

Les actions militaires sont dévolues aux forces régulières. Dans le maquis en Région bamileké, les forces irrégulières s'attelaient aussi aux actions militaires. C'est pour cette raison que Momo Grégoire, leader des forces supplétives combattait la rébellion aussi par les armes. Les commissaires politiques comme lui avaient des pistolets automatiques pour se défendre en cas d'attaque. Même si en réalité les pistolets leur servaient plutôt de dissuasion. Dans la conduite de la guerre contre révolutionnaire, les troupes en action sur le terrain parfois perdent le moral et se découragent suite à l'intensité des combats. Les autorités politiques ou militaires dans ce contexte, apportent leur soutien aux soldats via des encouragements et des primes de guerre. Dans la lutte contre le maquis en Région bamileké, les auto-défenseurs et les gardes civiques s'épuisaient suite à leurs actions défensives, offensives et la perte de leurs camarades. Pour maintenir le moral haut

de ces troupes, Momo Grégoire et les autorités administratives organisaient des tournées de visite des groupes d'auto-défense et de la GCNO (ARO, Mesures prises par les autorités administratives locales et nationales en vue d'enrayer le terrorisme dans l'Ouest du pays). Momo Grégoire pendant ces occasions disait aux troupes, qu'ils travaillent pour la paix et la nation leur sera reconnaissante pour toujours. Il disait également qu'ils travaillent pour que leurs enfants vivent en paix (Nkem-Njoula Ndombou, 2018).

3. L'impact des actions de Momo Grégoire dans la lutte contre le maquis en Région bamileké et quelques limites

3.1. Les répercussions des actions de Momo Grégoire sur le maquis en Région bamileké

Les répercussions des actions de Momo Grégoire sur la lutte contre le maquis en Région bamileké sont la baisse de l'insécurité suite aux ralliements des rebelles et la riposte des upécistes. Les actions de Grégoire Momo au sein des forces supplétives bamilékes (auto-défense et garde civique) furent à l'origine du ralliement massif des rebelles. Pour accueillir ces rebelles ralliés, des camps de regroupement avaient été créés par le gouvernement pour « Regrouper les ralliés, pour mieux les surveiller et contrôler ; regrouper les populations pour les protéger et les rassurer de la protection du gouvernement » (Dongmo Djoumessi, 2007 : 114). Ces camps de regroupement devaient aussi isoler les rebelles irréductibles, empêcher aux ralliés de retourner en brousse et aux populations de rejoindre le maquis. Momo Grégoire avait contribué aux ralliements grâce aux conférences qu'il tenait dans les camps de regroupements comme nous l'avons montré plus haut. Les upécistes ralliés étaient des combattants de l'Armée de Libération Nationale du Kamerun (ALNK) ou des leaders de l'UPC. Par exemple, à Fokoué entre 1960 et 1964 on avait enregistré 56 ralliements. Parmi les ralliés on peut citer des personnes comme Jazet Bernard, Kenfack Mathias, Tekem Martin et bien d'autres (ANY 1AA434, B.R. Bafoussam, 1965). Les rebelles ralliés ont contribué à peupler les camps de regroupement en plus des populations en insécurité qui cherchaient la protection. Ainsi, les camps de regroupement étaient peuplés de 500 à 22 000 personnes.

Les ralliements avaient contribué à la baisse de l'insécurité dans la Région bamileké. Le retour au calme fut l'une des causes de la dissolution progressive de la Garde civique de 1964 à 1971. Avec cette dissolution, Grégoire Momo, ex-commissaire politique de la Garde Civique fut nommé responsable administratif et politique des pionniers lors du lancement de l'opération Yabassi-Bafang. L'opération Yabassi-Bafang visait la réinsertion des gardes civiques dans la vie civile. L'opération concernait la colonisation des régions traversées par la route Bafang-Yabassi-Ndokama. En 1964, lors de la réunion relative au problème de la reconversion de la GCNO par la colonisation des régions traversées par la route Bafang-Yabassi-Ndokama, il était décidé de recruter 30 gardes civiques et 20 villageois originaires du Petit-Diboum pour constituer le premier village expérimental (ANY 1AA480, Agriculture 1964 Opération Yabassi-Ndokama-Bafang). Momo Grégoire avait donc accompagné ses ex-éléments de la Garde Civique comme responsable administratif et politique.

La démobilisation de la garde civique était progressive et au prorata de la baisse de l'insécurité en Région bamileké. Cette baisse de l'insécurité se traduisait par les ralliements massifs et l'assassinat des leaders upécistes de chaque district. Dans le district de Fokoué, le calme était revenu suite à la capture du rebelle « Freeboy » le 17 octobre 1970. Dans le district de Penka-michel, le calme est revenu après le ralliement des derniers rebelles Newetnchou et consorts en août 1970 (ADM, PV. du CCO du 27 juillet 1971). Dans le département du Bamboutos, l'assassinat du rebelle Ngouagna a fait régner le calme. Ce rebelle a été abattu en 1971 par l'auto-défense Tchoumelou (ADM, PV du CCO tenu à Mbouda, le 9 octobre 1971). L'assassinat d'Ernest Ouandié le 15 janvier 1971 à Bafoussam marqua la fin de la rébellion armée au Cameroun. Cela démontrait que Momo Grégoire et ses éléments avaient atteint leur objectif. L'ordre public a été ainsi rétabli en Région bamileké et la Garde Civique démobilisée. Malgré cette victoire, les actions de Momo Grégoire avaient des limites.

3.2. Quelques limites des actions de Momo Grégoire dans le maquis en Région Bamileké

Les actions de Momo Grégoire en vue de lutter contre le maquis n'étaient pas exemptes de tout reproche. Ses actions avaient des points de failles. Même si dans tout corps de métier, il y'a toujours des

brebis galeuses, Momo Grégoire n'avait pas donné une formation solide aux gardes civiques et aux auto-défenseurs. La formation des forces supplétives (auto-défense et garde civique) était expéditive (Zeumo, 2016). Certains éléments des groupes d'auto-défense pillaient les citoyens qui ne demandaient qu'à être protégés. L'auto-défense n'était pas l'unique force supplétive qui causait du tort aux citoyens. Certains gardes civiques formés par Momo Grégoire se livraient aux actions de tromperie, d'arnaque, de règlements de compte, de rançonnement de la population et de terrorisme. La population à un moment donné était prise entre le marteau et l'enclume : la rébellion upéciste et la brutalité des éléments de Momo Grégoire. La brutalité des éléments de Momo Grégoire avait provoqué l'exode massif des populations vers les grandes villes du Cameroun comme Douala, Yaoundé et Bamenda (Kenfack Nanfack, 2016 : 130). Les gardes civiques formés pour le maintien de l'ordre public en Région bamileké étaient devenus plutôt des agents de l'insécurité. La désertion des camps de regroupement par les populations et les ralliés montrait que le discours de l'UPC passait. En effet les camps de regroupement étaient considérés par les upécistes comme étant des « camps de concentration nazie » ayant pour but de terroriser les populations. Les gardes civiques mal formés ne savaient pas que leur tenue était à usage personnel. Ils octroyaient leurs tenues hors d'usage à leur proche. Certains rebelles entraient par cette ultime occasion en possession de ces tenues et profitaient pour contrôler les auto-défenseurs et réussissaient à leur enlever plusieurs armes et munitions. C'est pour cette raison que G. Andze, inspecteur fédéral d'administration de Bafoussam avait demandé le contrôle des tenues reçues par les gardes civiques encore en activités et la récupération des tenues hors d'usage pour incinérer (ADM, Circulaire n° 005 de l'inspecteur fédéral d'administration de Bafoussam, 1966). Le contre discours au discours de l'UPC fait par Momo Grégoire et ses collègues commissaires politiques n'empêchait pas les désertions. Cela témoignait l'insuffisance de l'éducation de masse. Ces limites des actions de Momo Grégoire n'avaient pas empêché la pacification de la Région bamileké.

Conclusion

La lutte contre le maquis s'inscrit comme le souligne Achille Mbembe dans la préface de l'ouvrage de Deltombe *et al.*, dans « la nouvelle historiographie des guerres anticoloniales et des guerres contre-insurrectionnelles de la seconde moitié du XXe siècle » (Deltombe *et al.*, 2016 : 13). Dans ce contexte de guerre, que Momo Grégoire entre dans l'histoire politique du Cameroun à partir de 1958 lorsque la rébellion upéciste atteint la Région bamileké. Cette étape cruciale de sa vie est marquée par sa contribution à la lutte contre le maquis dans la Région bamileké. Il avait commencé par son groupement d'origine à savoir Foréké-Dschang avec la création des groupes d'auto-défense qui s'étaient répandus dans toute la Région. Vu le succès des groupes d'auto-défense, le gouvernement Ahmadou Ahidjo avait créé en 1960 une autre force supplétive qu'était la Garde Civique Nationale de l'Ouest (GCNO). Au sein de cette formation, il occupa le poste de commissaire politique et assura l'éducation de masse des gardes civiques et des populations. Il menait une guerre psychologique contre la rébellion. En collaboration avec ses éléments, il donnait le renseignement aux forces de l'ordre. Ces actions avaient eu pour impact le ralliement massif des rebelles et la riposte des rebelles irréductibles. Les actions de Momo Grégoire étaient limitées par la formation expéditive qu'il donnait aux auto-défenseurs et aux gardes civiques. Malgré ces limites, il a atteint ses objectifs de maintien de l'ordre public en Région bamileké avec la fin du maquis au Cameroun en 1971. Ainsi s'acheva cette étape cruciale de la vie de Momo Grégoire. Le Cameroun est victime du terrorisme de Boko-haram depuis 2013 et de la crise anglophone depuis 2016. Ces menaces à la sécurité ont entraîné la résurgence des groupes d'auto-défense au Cameroun. Le présent article est une clef importante dans la gestion de ces nouveaux groupes d'auto-défense et de leur leader au Cameroun.

Références bibliographiques

Abwa Daniel (2010), *Cameroun : Histoire d'un nationalisme 1884-1961*, Yaoundé, Éditions Clé.

ADM, Agent sureté-Dschang, mesures anti-terroristes à Foréké-Dschang, enregistré sous le n°1255 le 11/08/1959.

ADM, Agent sureté-Dschang, mesures d'auto-défense contre le terrorisme à Foréké-Dschang, enregistré sous le n°1216 le 05/08/1959.

ADM, Circulaire n° 005 de l'inspecteur fédéral d'administration de Bafoussam du 20 janvier 1966.

ADM, extrait du « réveil » du 08 mai 1950, enregistré sous le n° 110.

ADM, Procès-verbal du Comité de Coordination pour le maintien de l'Ordre (CCO) tenu à Mbouda, le 9 octobre 1971.

ADM, Procès-verbal du Comité de Coordination pour le maintien de l'Ordre (CCO) du 27 juillet 1971.

ADM, Rapport du capitaine Haulin, Commandant de la compagnie de Gendarmerie de Dschang, Sur un attentat terroriste commis dans le groupement de Foreké-Dschang, enregistré sous le n°1820 le 29/10/1959.

ADM, Sûreté-Dschang, Attitude de la population bamiléké face au terrorisme, 24 décembre 1958.

Anonyme (2017), « Pratiques et conséquences du maintien de l'ordre en France », Note d'analyse adressée au Défenseur des droits dans le cadre de sa mission d'enquête relative au maintien de l'ordre.

ANY 1AA152, Schéma de l'action à mener dans chaque département.

ANY 1AA434, Bulletin de renseignements Bafoussam 1965.

ANY 1AA480, Agriculture 1964 Opération Yabassi-Ndokama-Bafang.

ARO, 1AA188, « Terrorisme, éradication », Bulletin de renseignement de la brigade de Bafoussam, 1960.

ARO, 1AC164, Wanko (Samuel) assassinat, 1957.

ARO, Dossier non classé, Instruction interministérielle sur l'organisation de l'auto-défense, 25/06/1962.

ARO, Mesures prises par les autorités administratives locales et nationales en vue d'enrayer le terrorisme dans l'Ouest du pays.

Deltombe et al. (2012), *Kamerun !, une guerre cachée aux origines de la françafrrique 1948-1971*, Yaoundé, Éditions Ifrikiya.

Deltombe et al. (2016), *La guerre du Cameroun : l'invention de la Françafrrique*, Paris, La Découverte.

Dongmo Djournessi Maffo Odette (2007), *Hommage à Nguena Fomenkeu, chef traditionnel et fonctionnaire de commandement*, Yaoundé, Presses Universitaires d'Afrique.

Dongmo Jean Louis (1971), *L'aménagement de l'espace rural en pays Bamiléké*, Thèse de Doctorat IIIe cycle en Géographie, Université de Lille.

Entretien avec Kenfack Maurice, 16 juillet 2018 à Dschang, 72 ans, Ancien combattant.

Entretien avec Nkem-Njoula Ndombou Jean de Matha, 9 avril 2018 à Dschang, 60 ans, Fils de Momo Grégoire.

Entretien avec Tanessa Lissenguia, Victor, 31 juillet 2015 à Nzindeng (Foréké-Dschang), 90 ans, ex-chef d'auto-défense de Nzindeng.

Entretien avec Zeumo Victorine, 23 février 2016 à Fonakeukeu, 68 ans, ex-habitante du camp de regroupement de Fonakeukeu.

Entretien SM. Djoufack Denis, 13 août 2015 à Nzindeng (Foréké-Dschang), 50 ans, chef de Nzindeng (Foréké-Dschang).

Familles (18 au 21 janvier 2012), « Funérailles de l'honorable Nkem-Njoula Momo Grégoire », Foréké-Dschang.

Granvaud Raphaël (2009), *De l'armée coloniale à l'armée néocoloniale*, SL, Agone.

Gullestad Marianna (1991), « écrivez votre vie », *Cahiers de sémiologie textuelle*, 43-64.

Journal Officiel de la République du Cameroun n° 1375 du 12 mai 1960.

Kenfack Nanfack, Cyril (2016), *La Garde Civique et le Mouvement nationaliste dans la Menoua (1960-1972)*, Mémoire de Master en Histoire, Université de Dschang.

Mbatchou Stella (2003), *Contribution à la connaissance de l'histoire de l'Armée de Libération Nationale Kamerounaise (ALNK) : 1959-1971*, Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé I.

Moctar Bah Thierno (2015), *Historiographie africaine : Afrique de l'Ouest, Afrique centrale*, Dakar, CODESRIA.

Momo Grégoire (1986), *Information sur le terrorisme en pays Bamiléké : ses causes et ses effets*.

Oudet Olivier Chopin Benjamin (2016), *Renseignement et sécurité*, Paris, Armand Colin.

Piketty Guillaume (1999), « La biographie comme genre historique ? Étude de cas », *Vingtième Siècle*, revue d'histoire, n°63, 119-126.

Tchouake Noubissie Marginot (2017), *Bamiléké ! La naissance du maquis dans l'Ouest-Cameroun*, Yaoundé, Éditions Ifrikiya.